

COMMUNIQUE DE PRESSE

Contacts : Alain Pronost, directeur financier groupe
Tél. : + 33 (0) 3 83 49 45 08
Jill Taylor, directrice de la communication
Tél. : + 44 (0)1223 926 489

GLOBAL GRAPHICS : RESULTATS CONSOLIDES DU TROISIEME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2012

Pompey (France), le 26 octobre 2012 - GLOBAL GRAPHICS SA (NYSE-Euronext : GLOG), groupe à l'expertise reconnue dans le développement de solutions performantes pour la gestion de documents électroniques et l'impression numérique, a annoncé ses résultats consolidés pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2012.

ANALYSE DES RESULTATS FINANCIERS DU GROUPE

Troisième trimestre 2012

La comparaison des chiffres-clés du troisième trimestre 2012 avec ceux du troisième trimestre 2011 met en exergue les éléments suivants :

- un chiffre d'affaires (CA) consolidé de 2,7 millions d'euros ce trimestre (2,5 millions d'euros à taux de change constants), contre 2,0 millions d'euros au troisième trimestre 2011, soit un CA en croissance de 34,2% à taux de change courants et de 23,6% à taux de change constants,
- un résultat opérationnel positif de 0,3 million d'euros ce trimestre, contre un résultat opérationnel négatif de 0,1 million d'euros au troisième trimestre 2011,
- un résultat opérationnel retraité (EBITA) positif de 0,4 million d'euros ce trimestre, contre un résultat opérationnel retraité négatif de 0,2 million d'euros au troisième trimestre 2011,
- un bénéfice net de 0,7 million d'euros ce trimestre (soit un bénéfice net de € 0,07 par action), contre une perte nette de 0,1 million d'euros au troisième trimestre 2011 (soit une perte nette de € 0,01 par action),
- un bénéfice net retraité de 0,7 million d'euros ce trimestre (soit un bénéfice net retraité de € 0,07 par action), contre une perte nette retraitée de 0,2 million d'euros au troisième trimestre 2011 (soit une perte nette retraitée de € 0,02 par action).

Comparés aux résultats consolidés du troisième trimestre 2011, les résultats consolidés du troisième trimestre 2012 ont été favorablement impactés par l'enregistrement au cours du trimestre de deux importantes commandes annuelles de licences (deux commandes similaires avaient été enregistrées en 2011, respectivement aux deuxième et quatrième trimestres de cet exercice 2011), ainsi que par le remboursement à la filiale britannique du Groupe du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2011, intervenu fin septembre 2012 pour un montant d'environ 0,4 million d'euros (un produit d'impôt d'un montant de 0,3 million d'euros avait été comptabilisé au premier trimestre 2011 suite au remboursement à cette même société du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2010).

Ils ont en revanche été défavorablement impactés par la comptabilisation d'une charge de 0,1 million d'euros à raison du coût estimé qui sera supporté par le Groupe au terme du processus de liquidation de sa filiale en Inde, qui est attendu d'ici à la fin du présent exercice.

Neuf premiers mois de l'exercice 2012

La comparaison des chiffres-clés des neuf premiers mois de l'exercice 2012 avec ceux de la période comparable de l'exercice 2011 met en exergue les éléments suivants :

- un CA consolidé de 7,2 millions d'euros au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (6,7 millions d'euros à taux de change constants), contre 6,2 millions d'euros au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011, soit un CA en croissance de 15,7% à taux de change courants et de 6,7% à taux de change constants,
- un résultat opérationnel négatif de 0,1 million d'euros au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012, contre un résultat opérationnel négatif de 0,4 million d'euros au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011,
- un résultat opérationnel retraité légèrement positif au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012, contre un résultat opérationnel retraité négatif de 0,7 million d'euros au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011,
- un bénéfice net de 0,2 million d'euros au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (soit un bénéfice net de € 0,02 par action), contre une perte nette de 0,3 million d'euros au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (soit une perte nette de € 0,03 par action),
- un bénéfice net retraité de 0,2 million d'euros au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (soit un bénéfice net retraité de € 0,02 par action), contre une perte nette retraitée de 0,5 million d'euros au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (soit une perte nette retraitée de € 0,05 par action).

Comparés aux résultats consolidés des neuf premiers mois de l'exercice 2011, les résultats consolidés des neuf premiers mois de l'exercice 2012 ont été favorablement impactés par l'enregistrement au cours de cette période d'une importante commande annuelle de licences (une commande similaire avait été enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice 2011), mais ont été défavorablement impactés par la comptabilisation d'une charge de 0,1 million d'euros à raison du coût estimé qui sera supporté par le Groupe au terme du processus de liquidation de sa filiale en Inde, qui est attendu d'ici à la fin du présent exercice, ainsi que par la comptabilisation d'un montant de 0,2 million d'euros sous la rubrique « Autres produits opérationnels » au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (néant en 2012).

Analyse détaillée des résultats consolidés du Groupe

Une analyse détaillée des résultats consolidés du Groupe du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012, qui comprend notamment une comparaison avec les résultats consolidés des périodes comparables de l'exercice 2011, figure à la note 2 du rapport de gestion résumé du conseil d'administration établi au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012, qui est joint au présent communiqué de presse, comme le sont également les comptes consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

ANNONCE DES RESULTATS DU QUATRIEME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2012

Le Groupe prévoit d'annoncer ses résultats consolidés du quatrième trimestre et de l'exercice 2012 le mercredi 13 février 2013 avant l'ouverture du marché.

A PROPOS DE GLOBAL GRAPHICS

Global Graphics (www.globalgraphics.com) est un groupe leader dans le développement et la commercialisation de solutions logicielles pour l'impression et la gestion de documents électroniques.

Les solutions haute performance développées par le Groupe sont au cœur des produits proposés par des clients tels HP, Fuji Xerox, Agfa, Corel et Quark.

Précisions sur les affirmations à caractère prévisionnel (forward-looking statements)

Ce communiqué de presse contient, en plus d'informations historiques, des affirmations à caractère prévisionnel qui sont fondées sur des hypothèses, qui impliquent la prise en compte de certains risques ainsi que d'incertitudes.

Ces affirmations à caractère prévisionnel englobent aussi bien des affirmations relatives à la croissance et aux projets d'expansion du Groupe que des affirmations sur des résultats prévus pour des périodes futures. De telles affirmations sont basées sur les prévisions actuelles de la direction du Groupe et sont sujettes à un certain nombre d'aléas quant à leur réalisation, qui, s'ils devaient se concrétiser, pourraient conduire à ce que les résultats réels s'avèrent être significativement différents de ceux énoncés dans les présentes affirmations à caractère prévisionnel.

Bien que la direction du Groupe estime que les prévisions reflétées dans lesdites affirmations sont raisonnables compte tenu des informations à sa disposition, elle ne peut garantir à quiconque que ces prévisions s'avéreront finalement exactes. En conséquence, aucun tiers ne devrait accorder une importance exagérée et hors de propos à ces affirmations.

En toute hypothèse, ces affirmations à caractère prévisionnel n'ont de valeur qu'à la date du présent communiqué de presse. Le Groupe n'a d'obligation, ni de revoir, ni d'amender ces affirmations sur la base d'informations postérieures à la date de publication du présent communiqué de presse, du fait d'informations nouvelles, ou de survenance d'événements non prévus à la présente date.

GRUPE GLOBAL GRAPHICS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	Neuf premiers mois de l'exercice 2011
Chiffre d'affaires net	2 736	2 039	7 213	6 234
Coût des ventes	(109)	(102)	(303)	(315)
MARGE BRUTE	2 627	1 937	6 910	5 919
Charges commerciales et générales	(1 016)	(851)	(3 192)	(3 020)
Charges de recherche- développement	(1 241)	(1 177)	(3 758)	(3 475)
Autres charges opérationnelles (note 5a)	(50)	0	(50)	0
Autres produits opérationnels (note 5b)	0	0	0	205
RESULTAT OPERATIONNEL	320	(91)	(90)	(371)
Produits d'intérêts (note 6)	1	2	2	5
Charges d'intérêts (note 6)	0	0	0	(26)
Gains nets (pertes nettes) de change	(8)	7	(38)	(8)
RESULTAT AVANT IMPOT	313	(82)	(126)	(400)
Produit (charge) d'impôt (note 7)	375	(36)	367	132
RESULTAT NET	688	(118)	241	(268)
RESULTATS PAR ACTION (note 8)				
Résultat par action	0,07	(0,01)	0,02	(0,03)
Résultat dilué par action	0,07	(0,01)	0,02	(0,03)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL
 Exprimé en milliers d'euros

Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	l'exercice 2012
Résultat net de la période	688	(118)	241	(268)
Eléments qui ne seront jamais reclassés en résultat :	0	0	0	0
Eléments susceptibles d'être reclassés en résultat				
- Ecartés nés de la conversion des comptes des filiales étrangères	130	633	741	(89)
- Effet d'impôt sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	0	0	0	0
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	130	633	741	(89)
Total des éléments du résultat global, nets d'impôt	130	633	741	(89)
Résultat global de la période	818	515	982	(357)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Exprimé en milliers d'euros

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
	Chiffres ni audités, ni revus	
ACTIFS		
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations corporelles	398	441
Immobilisations incorporelles (note 9)	5 644	5 330
Ecart d'acquisition (note 10)	7 182	6 822
Actifs financiers	115	108
Actifs nets d'impôt différé	52	53
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	13 391	12 754
ACTIFS COURANTS		
Stocks et en-cours	25	23
Créances clients (note 11)	2 379	1 752
Créances d'impôt courant	73	11
Autres créances	116	62
Charges constatées d'avance	575	481
Disponibilités	1 597	2 315
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	4 765	4 644
TOTAL DES ACTIFS	18 156	17 398
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET PASSIFS		
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		
Capital (note 12a)	4 116	4 116
Primes d'émission (note 12b)	28 737	28 747
Réserve liée aux paiements fondés sur des actions	3 209	3 124
Réserve liée aux rachats d'actions propres (note 13)	(1 186)	(1 191)
Réserves consolidées	(8 245)	(8 486)
Ecart de conversion	(10 102)	(10 843)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	16 529	15 467
PASSIFS		
PASSIFS NON COURANTS		
Autres passifs non courants	2	2
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	2	2
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs	330	265
Dettes d'impôt courant	55	61
Autres dettes	776	857
Avances reçues et produits constatés d'avance	464	746
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 625	1 929
TOTAL DES PASSIFS	1 627	1 931
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET DES PASSIFS	18 156	17 398

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont fait l'objet d'un audit.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
TABLEAU RESUME DES FLUX DE TRESORERIE

Exprimé en milliers d'euros
Chiffres ni audités, ni revus

Neuf premiers mois de
l'exercice 2012 l'exercice
2011

FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES		
Résultat net de la période	241	(268)
Elimination des charges et produits liés aux activités opérationnelles sans incidence sur la trésorerie :		
- Amort. des immobilisations corporelles	140	143
- Amort. des autres immobilisations incorporelles	1 243	762
- Coût des paiements fondés sur des actions (note 4d)	85	115
- Dotations aux (reprises de) provisions (note 5b)	0	(205)
- Charges (produits) d'intérêts (note 6)	(2)	21
- Ecart de change comptabilisés en résultat (note 6)	38	8
- Charge (produit) d'impôt (note 7)	(367)	(132)
- Charges imputées sur la prime d'émission (note 12b)	(5)	(4)
Ecart de change non comptabilisés en résultat	(61)	(25)
Autres éléments	98	(30)
Variation des créances et dettes :		
- Stocks et en-cours	(2)	12
- Créances clients (note 11)	(627)	120
- Créances d'impôt courant	(62)	5
- Autres créances	(54)	(32)
- Charges constatées d'avance	(94)	(190)
- Dettes fournisseurs	65	119
- Dettes d'impôt courant	(6)	9
- Autres dettes	(81)	(79)
- Avances reçues et produits constatés d'avance	(282)	(54)
Montant reçu dans l'exercice au titre des intérêts	2	3
Montant versé dans l'exercice au titre des intérêts	0	0
Montant reçu (versé) dans l'exercice au titre des impôts	271	241
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	540	539
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'éléments d'actif corporel	(77)	(96)
Acquisition d'éléments d'actif incorporel	0	0
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(1 275)	(919)
Produit de la cession d'éléments d'actif incorporel	0	17
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(1 352)	(998)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Rachats d'actions propres (note 13a)	0	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	0	0
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE SUR LA PERIODE	(812)	(459)
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	2 315	1 869
EFFET DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	94	(16)
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 30 SEPTEMBRE	1 597	1 394

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Exprimé en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Neuf premiers mois de	
	l'exercice 2012	l'exercice 2011
Capitaux propres consolidés au 1er janvier	15 467	14 780
Résultat global de la période	982	(357)
Effet des plans fondés sur des actions :		
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	85	115
- Frais imputés sur le poste Primes d'émission (note 12b)	(10)	(4)
Effet total des plans fondés sur des actions	75	111
Transactions relatives aux actions propres :		
- Rachats d'actions propres (note 13a)	0	0
- Attribution gratuite d'actions auto-détenues (note 13b)	5	0
Total des transactions relatives aux actions propres	5	0
Capitaux propres consolidés au 30 septembre	16 529	14 534

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES
DU TROISIEME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2012

NOTE 1 : ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

Les présents états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 comprennent Global Graphics SA, société de droit français (ci-après, la Société), et ses filiales (ci-après, le Groupe). Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 25 octobre 2012.

NOTE 2 : MODALITES DE PREPARATION DE CES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

(a) Attestation de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés selon les prescriptions d'IAS 34, Information financière intermédiaire (IAS 34), et plus généralement selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulguées par l'International Accounting Standards Board, telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Dans la mesure où elles ont été rédigées dans la perspective de leur inclusion dans le communiqué de presse afférent aux résultats trimestriels du Groupe, les notes annexes aux présents états financiers consolidés résumés ne comportent pas l'ensemble des informations dont la communication est obligatoire en fin d'exercice : il est donc recommandé d'analyser le contenu de ces notes en effectuant concomitamment une revue du contenu des notes de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

(b) Modalités d'évaluation utilisées

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés selon la règle du coût historique. Les instruments dérivés ont été réévalués à leur juste valeur, la variation correspondante étant comptabilisée en résultat.

Les actifs immobilisés sont indiqués pour leur valeur nette comptable ou, si elle est inférieure, à leur juste valeur minorée des éventuels coûts de cession de ces actifs.

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, telles qu'indiquées en note 4 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(c) Devises de fonctionnement et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés sont présentés en milliers d'euros (l'euro est également la devise de fonctionnement de la Société), l'arrondi se faisant au millier le plus proche, sauf indication contraire.

(d) Continuité d'exploitation

Au 30 septembre 2012, le Groupe n'a pas de dette financière et dispose d'une trésorerie de 1 597 (contre respectivement 1 394 et 2 315 aux 30 septembre et 31 décembre 2011).

A la date d'arrêté des présents états financiers consolidés résumés, après avoir revu les prévisions de trésorerie préparées par la direction du Groupe pour la période courant jusqu'au 31 décembre 2013, le conseil d'administration de la Société considère qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives susceptibles de l'amener à penser que la continuité du Groupe puisse être compromise.

NOTE 3 : METHODES ET REGLES COMPTABLES

(a) Permanence des méthodes et règles comptables

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, telles qu'indiquées à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(b) Application anticipée de l'amendement à IAS 1

Suite à l'adoption le 5 juin 2012 par le Parlement Européen de l'amendement d'IAS 1, Présentation des états financiers, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, qui est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012, mais dont une application anticipée est possible, le Groupe a décidé de présenter l'état du résultat global du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 en conformité avec ces nouvelles dispositions.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables qui peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et de recourir à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif de l'état de situation financière consolidée, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision : elles vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière. Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs divergent de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe dans l'application des normes comptables internationales qui ont un effet significatif sur les états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012, de même que les hypothèses et les estimations comptables susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des comptes consolidés au cours des douze mois à venir, sont expliquées ci-après.

(a) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

(i) Ecart d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie infinie

En application du paragraphe 36 de l'annexe B d'IAS 34, le Groupe n'a pas réalisé de tests détaillés de recherche d'une éventuelle perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels au 30 septembre 2012, comme il l'avait fait au 31 décembre 2011, mais s'est attaché à identifier les éventuels indicateurs révélant l'existence d'une telle perte de valeur au cours et au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

Au terme de cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie dans les états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

(ii) Actifs incorporels donnant lieu à amortissement

Les actifs incorporels qui donnent lieu à amortissement (lesquels comprennent notamment les frais de développement de programmes informatiques portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée en application d'IAS 38, Actifs Incorporels) font l'objet de tests de dépréciation dès qu'il existe une indication ou un changement d'estimation comptable pouvant laisser penser que ces actifs ont subi une perte de valeur.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

Les actifs incorporels comptabilisés au titre segment opérationnel Print (cf. note 14e) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (relatifs aux RIP Harlequin et Jaws), dont la direction du Groupe considère qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée.

En l'absence de tout changement significatif au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2011 pour mener les tests permettant de déterminer s'il est ou non nécessaire de déprécier ces actifs incorporels, et en l'absence de toute dépréciation de ces actifs incorporels constatée à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print ne devait être constatée au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc

Les actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc (cf. note 14e) ont pour origine les frais exposés au titre de trois projets de développement (EDL, applications gDoc et autres technologies de conversion de documents électroniques), dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères d'activation susvisés.

En l'absence de tout changement significatif au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2011 pour mener les tests permettant de déterminer s'il est ou non nécessaire de déprécier ces actifs incorporels, et en l'absence de toute dépréciation de ces actifs incorporels constatée à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc ne devait être constatée au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

(b) Activation des coûts de développement de programmes informatiques

(i) Méthode utilisée par le Groupe

Comme indiqué à la note 3e de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, les coûts engagés pour corriger les programmes informatiques existants sont passés en charges au titre de la période durant laquelle ils sont encourus.

Sont portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée les coûts de développement qui, tout à la fois, conduisent directement au développement de programmes facilement identifiables et ayant un caractère novateur sur lesquels le Groupe détient des droits de propriété, peuvent être mesurés de manière fiable, et vont probablement générer des bénéfices économiques futurs au-delà des douze mois à venir. Ces coûts incluent exclusivement les salaires et charges sociales afférents aux équipes de développement travaillant sur le projet considéré.

Les coûts de développement de programmes informatiques qui sont ainsi portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée sont amortis selon le mode linéaire, à compter de la date à laquelle le projet de développement en question est considéré achevé, sur leur durée de vie estimée, qui n'excède pas dix années, la charge correspondante étant enregistrée dans la rubrique Charges de recherche et développement du compte de résultat consolidé.

(ii) Activation des coûts de développement de programmes informatiques

Figurent ci-après le montant cumulé des coûts de développement des programmes informatiques qui ont donné lieu à activation aux 30 septembre 2011 et 2012, ainsi que les montants des frais activés au titre de ces projets au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois des exercices 2011 et 2012 :

- Troisième trimestre et neuf premiers mois de l'exercice 2012

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Montant capitalisé au 30 sept. 2012	Montant capitalisé au troisième trimestre 2012	Montant capitalisé au cours des neuf premiers mois de 2012
RIP Harlequin	6 205	184	504
RIP Jaws	601	83	244
Total segment opérationnel Print	6 806	267	748
Electronic Document Libraries (EDL)	1 729	24	80
Applications gDoc	1 954	243	447
Autres technologies de conversion	166	0	0
Total segment opérationnel eDoc	3 849	267	527
Total	10 655	534	1 275

- Troisième trimestre et neuf premiers mois de l'exercice 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Montant capitalisé au 30 sept. 2011	Montant capitalisé au troisième trimestre 2011	Montant capitalisé au cours des neuf premiers mois de 2011
RIP Harlequin	5 023	148	424
RIP Jaws	274	53	138
Total segment Print	5 297	201	562
Electronic Document Libraries (EDL)	1 495	1	21
Applications gDoc	1 296	77	205
Autres technologies de conversion	132	64	131
Total segment eDoc	2 923	142	357
Total	8 220	343	919

(iii) Amortissement des coûts de développement de programmes informatiques

Figurent ci-après le montant des amortissements cumulés aux 30 septembre 2011 et 2012 au titre des projets de développement de programmes informatiques ayant donné lieu à activation, ainsi que les montants comptabilisés en charges à ce titre au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois des exercices 2011 et 2012 :

- Troisième trimestre et neuf premiers mois de l'exercice 2012

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Amort. cumulés au 30 sept. 2012	Amortissements comptabilisés au troisième trimestre 2012	Amortissements comptabilisés au cours des neuf premiers mois de 2012
RIP Harlequin	3 009	228	617
RIP Jaws	60	34	59
Total segment Print	3 069	262	676
Electronic Document Libraries (EDL)	878	55	163
Applications gDoc	1 118	183	398
Autres technologies de conversion	0	0	0
Total segment eDoc	1 996	238	561
Total	5 065	500	1 237

- Troisième trimestre et neuf premiers mois de l'exercice 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Amort. cumulés au 30 sept. 2011	Amortissements comptabilisés au troisième trimestre 2011	Amortissements comptabilisés au cours des neuf premiers mois de 2011
RIP Harlequin	2 007	114	338
RIP Jaws	0	0	0
Total segment Print	2 007	114	338
Electronic Document Libraries (EDL)	609	38	120
Applications gDoc	560	83	229
Autres technologies de conversion	0	0	0
Total segment eDoc	1 169	121	349
Total	3 176	235	687

(c) Impôts

(i) Impôts sur les bénéfices

Le Groupe doit s'acquitter d'impôts sur les bénéfices réalisés en France et dans tous les pays où il a des filiales (notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Une part importante de jugement est nécessaire pour déterminer le montant de l'impôt à payer dans la mesure où il existe un certain nombre de transactions ou de calculs pour lesquels l'effet fiscal n'est pas facile à déterminer.

(ii) Impôts différés

- Méthode utilisée par le Groupe pour reconnaître des actifs d'impôt différé

Le Groupe comptabilise des actifs d'impôt différé, nets des passifs d'impôt différé le cas échéant, selon la méthode indiquée à la note 3p de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Pour déterminer s'il est ou non probable qu'un actif d'impôt différé reconnu dans un pays donné puisse être imputé sur des bénéfices fiscaux futurs attendus dans ce même pays, le Groupe estime les bénéfices fiscaux attendus sur un horizon d'une durée jugée raisonnable (actuellement fixé à 4 années), en se basant sur les hypothèses de croissance et de profit que la direction du Groupe estime les plus pertinentes.

Si ces hypothèses devaient être revues à la baisse de manière significative au cours de périodes futures, le Groupe pourrait être amené à comptabiliser une dépréciation d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle interviendrait la révision de ces hypothèses, ce qui aurait un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

- Actifs d'impôt différé comptabilisés

Actif d'impôt différé relatif aux déficits reportables des filiales anglaises

Les actifs d'impôt différé ont pour principale origine les déficits reportables par les filiales anglaises du Groupe résultant des acquisitions réalisées au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000.

Ces déficits sont reportables de manière indéfinie, mais ne peuvent être imputés dans une année donnée qu'à concurrence de 20% du solde des déficits reportables à l'ouverture dudit exercice.

Le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entend imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par ses filiales anglaises au cours de la période de 4 années s'achevant le 30 septembre 2016, a été déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé, soit un taux de 23,0% pour l'utilisation attendue après le 1^{er} avril 2013, comme indiqué en note 7d ci-après.

L'actif d'impôt différé ainsi déterminé se monte à 1 286 au 30 septembre 2012, la charge d'impôt différé correspondante s'élevant à 56 au titre du troisième trimestre (dont 47 au titre de la réduction du taux d'impôt de 24,0% à 23,0% indiquée note 7d) et à 102 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (dont 94 au titre des réductions successives du taux d'impôt sur les bénéfices réalisés outre-Manche évoquées note 7d ci-après).

Passif d'impôt différé provenant de l'activation des frais de développement

Le passif d'impôt différé comptabilisé à raison de l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais de développement engagés par la filiale anglaise du Groupe en application des dispositions applicables d'IAS 38, et déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que le passif d'impôt différé donnera lieu à règlement (soit un taux de 23,0% pour les règlements attendus après le 1^{er} avril 2013) se monte à 1 286 au 30 septembre 2012.

Le produit d'impôt différé correspondant s'élève à 48 au titre du troisième trimestre 2012 (dont 56 au titre de la réduction du taux d'impôt de 24,0% à 23,0% indiquée note 7d) et à 100 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (dont 109 au titre des réductions successives du taux d'impôt sur les bénéfices réalisés outre-Manche évoquées note 7d ci-après).

- Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Le montant des déficits reportables susceptibles d'être utilisés dans le futur par la filiale anglaise du Groupe, mais uniquement après le 1^{er} octobre 2016, et qui, de ce fait, n'ont pas donné lieu à constatation d'un actif d'impôt différé au 30 septembre 2012, s'élève à 7 464 à cette dernière date.

Si un actif d'impôt différé avait été reconnu au 30 septembre 2012 au titre de cette fraction des déficits reportables, dans la mesure où ces déficits ne seraient pas utilisés avant le 1^{er} octobre 2016, le taux d'impôt qu'il aurait convenu d'utiliser pour la détermination de cet actif d'impôt différé a été estimé égal à 23,0%, qui est le taux d'impôt sur les bénéfices réalisés outre-Manche applicable à compter du 1^{er} avril 2013, et le dernier taux d'impôt dernier qui avait été promulgué au 30 septembre 2012 : il en aurait découlé un actif d'impôt différé supplémentaire de 1 717 à cette dernière date.

(d) Coût des plans basés sur des actions

(i) Options de souscription d'actions

- Options attribuées et pouvant être exercées sans délai au 30 septembre 2012

Le tableau présenté ci-après donne toutes informations utiles sur les options qui ont été attribuées au 30 septembre 2012, y compris sur celles qui peuvent donner lieu à un exercice sans délai à cette même date, étant précisé que la totalité de ces options ne pourra plus donner lieu à aucun exercice après le 6 août 2016.

Dates d'octroi des options Les prix d'exercice sont indiqués en euros	Options attribuées	Prix d'exercice unitaire	Options pouvant être exercées	Prix d'exercice unitaire
6 août 2008	200 000	2,08	0	2,08
18 septembre 2008	20 000	1,94	0	1,94
17 décembre 2008	75 000	2,08	0	2,08
28 juillet 2010	10 000	1,65	0	1,65
2 novembre 2011	275 000	1,06	0	1,06
Total	580 000	1,58	0	

- Principales modalités et conditions de ces attributions d'options

Options attribuées au cours des exercices clos les 31 décembre 2008 à 2010

Deux conditions sont attachées à l'exercice, par un bénéficiaire de l'une de ces attributions, de l'ensemble des options attribuées au cours des exercices clos les 31 décembre 2008 à 2010 :

- premièrement, une condition d'emploi continu dans le Groupe entre la date d'attribution des options et la date ou les dates d'exercice de tout ou partie de ces options,

- deuxièmement, l'impossibilité pour le bénéficiaire d'exercer les options qui lui ont été attribuées tant que la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société au cours des 120 dernières séances de cotation n'aura pas été supérieure à un cours minimum de € 4,00 pour le premier quart des options attribuées, de € 8,00 pour le deuxième quart des options attribuées, de € 12,00 pour le quatrième quart des options attribuées et de € 16,00 pour le dernier quart des options attribuées. Un exercice anticipé des options serait possible pour toute option non encore exercée, que les conditions de cours minimal sus-décrites aient ou non été remplies, dès lors qu'un ou plusieurs actionnaires agissant de concert (au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce) viendraient à détenir soit plus de 30,0% des actions formant le capital de la Société ou des droits de vote attachés à ces actions, soit un nombre d'actions ou de droits de vote supérieur à celui détenu par la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation, qui détenait environ 28,0% du capital et des droits de vote au 30 septembre 2012, comme indiqué à la note 7b du rapport de gestion résumé du conseil d'administration pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2012.

Options attribuées le 2 novembre 2011

Deux conditions sont requises pour que les options attribuées le 2 novembre 2011 soient acquises aux bénéficiaires de cette attribution :

- premièrement, il est exigé des bénéficiaires de cette attribution d'options qu'ils soient salariés d'une des sociétés du Groupe à tout moment entre la date d'attribution de ces options et la ou les dates auxquelles ces options leur seront acquises,

- deuxièmement, les options ne pourront être exercées qu'à compter du moment où, pour la première moitié des options attribuées le 2 novembre 2011, le cours de clôture de l'action de la Société aura été égal à € 2,00 pendant au moins 20 jours de bourse au cours de n'importe quelle période de 60 jours de bourse durant lesquels l'action de la Société aura donné lieu à échange, et, pour le solde, lorsque le cours de l'action de la Société, déterminé de la même manière qu'indiqué précédemment, aura été égal à € 3,00.

Un exercice anticipé de ces options sera possible pour toute option non encore exercée, que les conditions de cours minimal sus-décrites aient ou non été remplies, dès lors qu'un ou plusieurs actionnaires agissant de concert (au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce) viendraient à détenir plus de 30,0% des actions formant le capital de la Société ou des droits de vote attachés à ces actions.

(ii) Attributions gratuites d'actions

- Décidées par le conseil d'administration de la Société

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 29 juillet 2009

Le conseil d'administration du 29 juillet 2009 avait décidé l'attribution gratuite de 24 750 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Au 30 septembre 2012, compte tenu des attributions définitives d'actions aux salariés ayant quitté le Groupe qui sont intervenues depuis la date d'attribution de ces actions (dont 750 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, comme indiqué note 12b ci-après), 21 000 actions restent susceptibles d'attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 29 juillet 2013, à la condition que les salariés bénéficiaires de cette attribution aient été soit mandataire social soit salarié d'une des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, à tout moment durant cette période.

Les bénéficiaires de cette attribution gratuite d'actions ne seront soumis à aucune obligation de conservation des actions après la date d'attribution définitive des ces actions.

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 10 mars 2011

Le conseil d'administration du 10 mars 2011 avait décidé l'attribution gratuite de 96 000 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, dont respectivement 36 000 et 4 000 actions à Messieurs Gary Fry et Alain Pronost, en leurs qualités respectives de directeur général et de directeur financier du groupe Global Graphics.

Au 30 septembre 2012, compte tenu du reclassement des 12 000 actions attribuées aux salariés qui ont quitté le Groupe depuis la date d'attribution de ces actions (dont 4 000 au cours du troisième trimestre 2012, suite à la démission du salarié bénéficiaire de cette attribution d'actions), 84 000 actions restent susceptibles d'attribution au terme de la période de 4 années s'achevant le 10 mars 2015, à la condition que les salariés bénéficiaires de cette attribution aient été à tout moment durant cette période salariés d'une des filiales étrangères du Groupe, ou la période de 2 années s'achevant le 10 mars 2013 pour les salariés de la Société. A l'exception des bénéficiaires de cette attribution liés par un contrat de travail avec la Société qui devront conserver les actions jusqu'au quatrième anniversaire de la date d'attribution de ces actions par le conseil, les bénéficiaires de cette attribution gratuite d'actions ne seront soumis à aucune obligation de conservation des actions après la date d'attribution définitive des ces actions.

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 2 novembre 2011
 Le conseil d'administration du 2 novembre 2011 a décidé l'attribution gratuite de 24 000 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Au 30 septembre 2012, la totalité de ces actions reste susceptible d'être attribuées aux salariés bénéficiaires de cette attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 2 novembre 2015, à la condition qu'ils aient été à tout moment durant cette période salariés d'une des filiales étrangères du Groupe. Les bénéficiaires de cette attribution gratuite d'actions ne seront soumis à aucune obligation de conservation des actions après la date d'attribution définitive des ces actions.

- Effectuées dans le cadre du Share Incentive Plan

En application de l'autorisation donnée par l'assemblée générale ordinaire du 29 avril 2009, le Groupe a mis en place un Share Incentive Plan (SIP) aux termes duquel les salariés du Groupe, et notamment ceux de la filiale britannique, peuvent bénéficier d'une attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société (Matching Shares) à proportion d'acquisitions d'actions ordinaires de la Société (Partnership Shares) réalisées au moyen de déductions opérées sur la rémunération nette qui leur est versée chaque mois (Partnership Shares), étant précisé que l'attribution des Matching Shares n'est définitive qu'au terme d'une période de trois années après la date d'acquisition des Partnership Shares correspondantes.

Au 30 septembre 2012, 41 585 actions ont été attribuées à des salariés de la filiale britannique du Groupe sous forme de Matching Shares, dont 4 559 actions au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, étant précisé que 1 814 Matching Shares qui avaient été attribuées à un participant au SIP ont été reclassées en raison du départ du Groupe de ce participant au SIP avant le terme de la période d'acquisition de ces Matching Shares.

(iii) Analyse du coût des plans basés sur des actions

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	Neuf premiers mois de l'exercice 2011
Attribution d'options	7	23	40	76
Attribution gratuite d'actions	10	15	45	39
Coût des plans basés sur des actions	17	38	85	115

NOTE 5 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELLES

En application des dispositions du paragraphe 28 du Cadre de référence et des paragraphes 97 et 98 d'IAS 1 (révisée), Présentation des états financiers, lorsqu'ils sont d'un montant significatif, les produits et les charges inhabituels, anormaux ou peu fréquents doivent donner lieu à une information particulière dans le but d'améliorer la valeur prédictive du compte de résultat.

(a) Autres charges opérationnelles

(i) Troisième trimestre et neuf premiers mois de l'exercice 2012

Une charge d'un montant de 50 a été comptabilisée au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 au titre du coût estimé qui sera supporté par le Groupe au terme du processus de liquidation de sa filiale en Inde, Global Graphics Software (India) Private Limited, que la direction du Groupe espère voir achevé avant la fin de l'exercice en cours.

(ii) Troisième trimestre et neuf premiers mois de l'exercice 2011
Aucune charge n'a été comptabilisée au poste Autres charges opérationnelles au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2011.

(b) Autres produits opérationnels

(i) Troisième trimestre et neuf premiers mois de l'exercice 2012
Aucun produit n'a été comptabilisé au poste Autres produit opérationnels au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

(i) Troisième trimestre et neuf premiers mois de l'exercice 2011
Un produit d'un montant de 205 avait été comptabilisé à ce poste au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (dont zéro au titre du troisième trimestre 2011) suite à la reprise de la provision constituée au terme de l'exercice 2010 pour couvrir le risque lié à l'absence d'utilisation d'une partie des locaux loués à Cambourne au Royaume Uni, suite à la décision prise par la direction du Groupe de recommencer à utiliser cette partie des locaux à compter du 1^{er} juillet 2011. Une charge d'intérêts d'un montant de 26 a été comptabilisée au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (dont zéro au titre du troisième trimestre 2011) à raison de l'effet de désactualisation de cette provision, comme indiqué dans le tableau présenté note 6 ci-après.

NOTE 6 : PRODUITS FINANCIERS NETS (CHARGES FINANCIERES NETTES)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	l'exercice 2011
Produits d'intérêts	1	2	2	5
Charges d'intérêts (note 5b)	0	0	0	(26)
Produits d'intérêts nets (charges d'intérêts nettes)	1	2	2	(21)
Ecart de change résultant des transactions et de réévaluations de postes de bilan	(11)	7	(40)	(8)
Ecart de change afférents aux contrats d'options de change	3	0	2	0
Ecart de change nets	(8)	7	(38)	(8)
Produits financiers nets (charges financières nettes)	(7)	9	(36)	(29)

NOTE 7 : CHARGE (PRODUIT) D'IMPOT

(a) Impôt sur les bénéfiques

(i) Troisième trimestre 2012
Le Groupe a comptabilisé un produit d'impôt sur les bénéfiques de 382 au titre du troisième trimestre 2012, contre une charge d'impôt sur les bénéfiques de 4 au titre du troisième trimestre 2011. La comptabilisation d'un tel produit d'impôt sur les bénéfiques au titre du troisième trimestre 2012 s'explique essentiellement par le remboursement à Global Graphics Software Limited du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2011, qui a été effectué à la filiale britannique du Groupe fin septembre 2012 pour un montant de 386.

(ii) Neuf premiers mois de l'exercice 2012

Le Groupe a comptabilisé un produit d'impôt sur les bénéfices de 369 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012, contre un produit d'impôt sur les bénéfices de 231 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011.

Comme indiqué note 7a (i) ci-dessus, la comptabilisation d'un tel produit d'impôt sur les bénéfices au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par le remboursement à Global Graphics Software Limited du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2011, qui a été effectué cette société fin septembre 2012 pour un montant de 386.

La comptabilisation d'un tel produit d'impôt sur les bénéfices au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 s'expliquait essentiellement par le remboursement à Global Graphics Software Limited du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2010, qui avait été effectué cette société début avril 2011 pour un montant de 253.

(b) Impôt différé

Le tableau présenté ci-après permet d'analyser les composantes du produit ou de la charge d'impôt différé constaté(e) au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois des exercices 2012 et 2011 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	Neuf premiers mois de l'exercice 2011
Liée à l'activation des frais de développement (note 4b)	128	89	313	244
Liée à l'amortissement des frais de développement (note 4b)	(120)	(61)	(304)	(183)
Liée à l'activation des pertes fiscales reportables (note 4c)	8	4	8	(9)
Autres éléments	(9)	0	(15)	47
Charge (produit) d'impôt différé comptabilisé(e)	7	32	2	99

(c) Justification de la charge (du produit) d'impôt comptabilisé(e)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	Neuf premiers mois de l'exercice 2011
Résultat avant impôt	313	(82)	(126)	(400)
Charge (produit) d'impôt attendu(e) au taux de 33,33%	104	(27)	(42)	(133)
Charge (produit) d'impôt lié(e) aux éléments suivants :				
- Effet des taux d'imposition des bénéfices des filiales différents	(26)	11	(12)	23
- Ajustement du montant des pertes fiscales reportables	8	4	8	(9)
- Impact des coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	5	12	28	38
- Remboursement de crédits d'impôt recherche (note 7a)	(386)	0	(386)	(253)
- Pertes fiscales ne donnant pas lieu à activation	(72)	34	46	186
- Autres éléments	(8)	2	(9)	16
Charge (produit) d'impôt	(375)	36	(367)	(132)

(d) Evolutions récentes et prévues du taux d'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni

(i) Règles comptables applicables

En application des dispositions applicables d'IAS 12, Impôts sur le résultat, tout changement de taux d'imposition des bénéfices ne peut être pris en compte lors de l'établissement des états financiers consolidés préparés en conformité avec les normes comptables internationales que dans la mesure où, à la date d'arrêté des comptes consolidés, ce taux a été voté ou que sa promulgation est imminente. Outre-Manche, est considéré comme objet d'une promulgation imminente à la date d'arrêté des comptes :

- soit une loi de finances qui a achevé son parcours législatif devant la Chambre des Communes et n'attend plus que son vote par la Chambre des Lords ou de recevoir l'aval de la Reine,
- soit le vote d'une résolution ayant force de loi en application des dispositions de la loi de 1968 intitulée Provisional Collection of Taxes.

(ii) Diminutions récentes du taux d'imposition des bénéfices au Royaume-Uni

- Diminution applicable depuis le 1^{er} avril 2012

Le 26 mars 2012, le Chancelier de l'Echiquier a annoncé la réduction de 26,0% à 24,0% du principal taux d'imposition des bénéfices réalisés au Royaume-Uni à compter du 1^{er} avril 2012, soit une réduction supplémentaire de 1,0% par rapport à la réduction de 1,0% qui avait été annoncée lors de la présentation de son précédent budget.

Compte tenu de l'annonce tardive de cette réduction supplémentaire du taux d'imposition des bénéfices par rapport à son application à compter du 1^{er} avril 2012, la mise en œuvre effective de cette réduction à 24,0% a été rendue possible par le vote le 26 mars 2012 d'une résolution en application des dispositions de la loi de 1968 intitulée Provisional Collection of Taxes.

Le taux de 26,0% a été utilisé pour la détermination de la charge ou du produit d'impôt découlant du résultat imposable dégagé par les filiales britanniques du Groupe au titre du premier trimestre de l'exercice 2012, alors que le taux de 24,0% a été retenu pour la détermination de la charge ou du produit d'impôt découlant du résultat imposable dégagé par les filiales britanniques du Groupe aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice 2012.

- Diminutions applicables à compter du 1^{er} avril 2013

Lors de la présentation du budget le 26 mars 2012, le Chancelier de l'Echiquier a également proposé une réduction à 23,0% du taux d'imposition des bénéfices au Royaume-Uni à compter du 1^{er} avril 2013.

Le Finance Act 2012 ayant reçu l'aval de la Reine le 17 juillet 2012, le taux de 23,0% a été utilisé pour la détermination des actifs et passifs d'impôt différé au 30 septembre 2012.

(iii) Diminution à venir du taux d'imposition des bénéfices au Royaume-Uni

Lors de la présentation du budget le 26 mars 2012, le Chancelier de l'Echiquier a également proposé une réduction à 22,0% du taux d'imposition des bénéfices au Royaume-Uni à compter du 1^{er} avril 2014.

Cette nouvelle réduction du taux d'imposition des bénéfices réalisés par les filiales britanniques du Groupe à 22,0% n'était ni votée, ni sur le point d'être promulguée au 30 septembre 2012 : par suite, elle n'a pas été prise en compte lors de la détermination des actifs et passifs d'impôt différé des filiales britanniques du Groupe à cette dernière date.

L'effet sur la situation fiscale du Groupe de cette diminution du taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni sera comptabilisé dans les états financiers consolidés du Groupe une fois votée.

NOTE 8 : RESULTATS PAR ACTION

(a) Résultat par action

(i) Méthode utilisée pour le calcul du résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant cette période, calculé le cas échéant en tenant compte des attributions gratuites d'actions devenues définitives ou des actions nouvelles créées suite à l'exercice d'options de souscription d'actions au cours de cette période.

(ii) Calcul du nombre moyen pondéré d'actions à utiliser

- Troisièmes trimestres 2011 et 2012

Chiffres ni audités, ni revus	2012	2011
Actions ordinaires au 1er juillet (note 12a)	10 289 781	10 289 781
Actions propres auto-détenues au 1 ^{er} juillet (note 13c)	(165 517)	(168 081)
Actions ordinaires en circulation au 1er juillet à retenir pour le calcul du résultat par action	10 124 264	10 121 700
Effet des attributions gratuites d'actions devenues définitives au cours du trimestre (note 13b)	0	0
Effet des exercices d'options intervenus au cours du trimestre (note 12a)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action des troisièmes trimestres	10 124 264	10 121 700

- Neuf premiers mois des exercices 2011 et 2012

Chiffres ni audités, ni revus	2012	2011
Actions ordinaires au 1er janvier (note 12a)	10 289 781	10 289 781
Actions propres auto-détenues au 1 ^{er} janvier (note 13c)	(166 267)	(168 081)
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier à retenir pour le calcul du résultat par action	10 123 514	10 121 700
Effet des attributions gratuites d'actions devenues définitives au cours des neuf premiers mois (note 13b)	361	0
Effet des exercices d'options intervenus au cours des neuf premiers mois (note 12a)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action des neuf premiers mois	10 123 875	10 121 700

(b) Résultat dilué par action

(i) Méthode utilisée pour le calcul du résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours d'une période de l'impact maximal de la conversion des instruments financiers dilutifs au cours de cette même période. Les instruments financiers donnant accès au capital, qui, par suite, sont susceptibles d'entraîner une dilution, sont d'une part les actions attribuées gratuitement et d'autre part les options de souscription d'actions émises par la Société.

Toutefois, ces instruments ne sont considérés comme dilutifs que si, et seulement si, leur conversion a pour effet de diminuer le bénéfice par action : par suite, quand le Groupe dégage une perte nette au titre d'une période, il n'est pas tenu compte de ces instruments financiers dans la détermination du résultat dilué par action de cette période.

(ii) Calcul du nombre moyen pondéré d'actions à utiliser

- Troisièmes trimestres 2011 et 2012

Chiffres ni audités, ni revus	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action du troisième trimestre	10 124 264	10 121 700
Impact des instruments financiers dilutifs	175 985	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat dilué par action des troisièmes trimestres	10 300 249	10 121 700

- Neuf premiers mois des exercices 2011 et 2012

Chiffres ni audités, ni revus	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action des neuf premiers mois	10 123 875	10 121 700
Impact des instruments financiers dilutifs	174 999	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat dilué par action des neuf premiers mois	10 298 874	10 121 700

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(a) Valeur brute

Exprimés en milliers d'euros	Neuf premiers mois de 2012 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2011
Valeur brute au 1er janvier	46 097	43 768
Acquisitions d'actifs incorporels (note 4b)	1 275	1 283
Cessions et mises hors service d'actifs incorporels	0	0
Impact des variations de taux de change	2 452	1 046
Valeur brute en fin de période	49 824	46 097

(b) Amortissements et dépréciations

Exprimés en milliers d'euros	Neuf premiers mois de 2012 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2011
Amortissements cumulés au 1er janvier	40 767	38 763
Amortissements comptabilisés durant la période (note 4b)	1 243	1 095
Pertes de valeur reconnues dans la période (note 4a)	0	0
Impact des variations de taux de change	2 170	909
Amortissements cumulés en fin de période	44 180	40 767

NOTE 10 : ECARTS D'ACQUISITION

(a) Valeur brute

Exprimés en milliers d'euros	Neuf premiers mois de 2012 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2011
Valeur brute au 1er janvier	12 891	12 608
Impact des variations de taux de change	679	283
Valeur brute en fin de période	13 570	12 891

(b) Amortissements et dépréciations

Exprimés en milliers d'euros	Neuf premiers mois de 2012 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2011
Amortissements cumulés au 1er janvier	6 069	5 935
Pertes de valeur reconnues dans la période (note 4a)	0	0
Impact des variations de taux de change	319	134
Amortissements cumulés en fin de période	6 388	6 069

NOTE 11: CREANCES CLIENTS

(a) Valeurs brute et nette

Exprimés en milliers d'euros	30 septembre 2012 Chiffres ni audités, ni revus	31 décembre 2011
Valeur brute (note 11b)	2 496	1 892
Dépréciation des créances jugées douteuses (note 11b)	(117)	(140)
Valeur nette	2 379	1 752

(b) Echancier des créances clients

Exprimés en milliers d'euros	30 septembre 2012		31 décembre 2011	
	Valeur brute	Pertes de valeur	Valeur brute	Pertes de valeur
	Chiffres ni audités, ni revus			
Créances non échues	1 966	0	1 253	2
Créances échues				
- 30 jours au plus	168	0	272	2
- 30 à 60 jours	62	0	89	0
- 60 à 90 jours	120	0	36	0
- plus de 90 jours	180	117	242	136
Total	2 496	117	1 892	140

NOTE 12 : CAPITAL SOCIAL ET PRIMES D'EMISSION

(a) Capital social

Au 30 septembre 2012, comme au 31 décembre 2011, le capital social de la Société se monte à 4 116 et se compose de 10 289 781 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de € 0,40, toutes entièrement libérées.

(b) Primes d'émission

(i) Charges liées à la gestion des plans basés sur des actions

Le montant des charges liées à la gestion des plans basés sur des actions du Groupe, qui ont été exposées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, et qui ont été imputées sur le poste Primes d'émission au cours de la même période, s'élève à 5 (à comparer à un montant de 4 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011).

(ii) Charges liées à l'attribution gratuite d'actions

750 actions propres ont été attribuées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 à un salarié qui a quitté le Groupe suite à son licenciement (cf. note 4d (i) ci-avant, et note 13b ci-après).

La différence entre la valeur de rachat de ces actions (soit 5) et leur valeur au jour d'attribution (qui est nulle dans le cas d'une attribution gratuite d'actions) a été imputée en déduction du poste Primes d'émission au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (néant au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011).

NOTE 13 : PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS PROPRES

(a) Rachat d'actions propres

Le Groupe n'a procédé à aucun rachat d'actions propres au cours des neuf premiers mois des exercices 2011 et 2012.

(b) Attributions d'actions propres

750 actions propres, d'une valeur de rachat de 5, ont été attribuées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 à un salarié qui a quitté le Groupe suite à son licenciement (aucune attribution d'actions propres n'avait été faite au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011).

(c) Nombre d'actions propres auto-détenues au 30 septembre 2012

Le nombre d'actions propres auto-détenues par le Groupe s'élevait à 165 517 actions au 30 septembre 2012 pour une valeur de rachat s'élevant à 1 186, contre 166 267 actions ayant une valeur de rachat de 1 191 au 31 décembre 2011.

NOTE 14 : INFORMATIONS SECTORIELLES

(a) Identification des segments opérationnels devant donner lieu à information

(i) Règles suivies

La direction du Groupe a identifié les segments opérationnels devant donner lieu à information sur la base de ceux qui font l'objet d'une présentation régulière au directeur général du Groupe, afin de décider de l'affectation de ressources et de l'évaluation des performances opérationnelles et financières de chaque segment. Deux segments ont été ainsi identifiés : un premier segment ('Print') pour les activités centrées autour de l'impression, et un second segment ('eDoc') pour celles centrées autour de la gestion de documents électroniques.

La performance de chacun de ces deux segments opérationnels est mesurée par le directeur général sur la base de leur contribution en terme de marge brute.

(ii) Allocation des actifs et passifs aux segments opérationnels

Les actifs et les passifs, qu'ils soient courants ou non courants, ont été alloués aux segments opérationnels en fonction de leur nature quand cela était possible.

Ainsi, les écarts d'acquisition ont été alloués au segment opérationnel Print dans la mesure où ils sont afférents à diverses acquisitions faites au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000 dans le domaine des solutions logicielles pour l'impression.

En revanche, certains éléments d'actif et de passif n'ont pu être alloués à un segment en particulier : ainsi en est-il des actifs d'impôt différé, des actifs courants autres que les créances clients, et des dettes courantes autres que les produits constatés d'avance et les avances reçues des clients.

Le cas échéant, la direction du Groupe peut procéder à des reclassements de l'information comparative, notamment celle afférente au chiffre d'affaires consolidé et à la ventilation des actifs par segment, afin qu'elle soit présentée de manière conforme à la présentation retenue au titre de l'exercice en cours.

(b) Ventilation du chiffre d'affaires consolidé

(i) Ventilation du chiffre d'affaires par nature de produits et de services

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de chacun des deux segments a pour origine principale le développement et la commercialisation de logiciels et/ou de solutions, comprenant des prestations liées telles que l'adaptation, la mise en service, la formation ainsi que le support après-vente et la maintenance.

Le tableau présenté ci-après indique le montant du chiffre d'affaires par nature de produits vendus et de services rendus pour les troisièmes trimestres et les neuf premiers mois des exercices 2011 et 2012 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième	Troisième	Neuf premiers mois de	
	trimestre 2012	trimestre 2011	l'exercice 2012	l'exercice 2011
Royalties reçues	2 426	1 683	6 342	5 287
Prestations de maintenance et de support technique après-vente	310	274	871	795
Prestations d'ingénierie	0	24	0	94
Autres éléments	0	58	0	58
Total	2 736	2 039	7 213	6 234

(ii) Ventilation du chiffre d'affaires par destination géographique

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième	Troisième	Neuf premiers mois de	
	trimestre 2012	trimestre 2011	l'exercice 2012	l'exercice 2012
France	1	1	7	3
Europe (hors France)	149	192	641	817
Amérique du Nord	1 399	1 552	4 720	4 095
Asie	1 182	276	1 798	1 255
Reste du monde	5	18	47	64
Total	2 736	2 039	7 213	6 234

(c) Chiffre d'affaires et marge brute par segment opérationnel

(i) Troisième trimestre 2012

En milliers d'euros	Print	eDoc	Eléments	Total
Chiffres ni audités, ni revus	segment	segment	non alloués	
Ventes totales du segment	1 616	1 120	0	2 736
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 616	1 120	0	2 736
Coût des ventes	(61)	(34)	(14)	(109)
Marge brute	1 555	1 086	(14)	2 627

(ii) Troisième trimestre 2011

En milliers d'euros	Print	eDoc	Eléments	Total
Chiffres ni audités, ni revus	segment	segment	non alloués	
Ventes totales du segment	1 772	267	0	2 039
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 772	267	0	2 039
Coût des ventes	(57)	(33)	(12)	(102)
Marge brute	1 715	234	(12)	1 937

(iii) Neuf premiers mois de l'exercice 2012

En milliers d'euros	Print	eDoc	Eléments	Total
Chiffres ni audités, ni revus	segment	segment	non alloués	
Ventes totales du segment	5 673	1 540	0	7 213
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	5 673	1 540	0	7 213
Coût des ventes	(192)	(70)	(41)	(303)
Marge brute	5 481	1 470	(41)	6 910

(iv) Neuf premiers mois de l'exercice 2011

En milliers d'euros	Print	eDoc	Eléments	Total
Chiffres ni audités, ni revus	segment	segment	non alloués	
Ventes totales du segment	4 912	1 322	0	6 234
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	4 912	1 322	0	6 234
Coût des ventes	(178)	(100)	(37)	(3 15)
Marge brute	4 734	1 222	(37)	5 919

(d) Réconciliation de la marge brute et du résultat avant impôt

Exprimés en milliers d'euros	Troisième	Troisième	Neuf premiers mois de	Neuf premiers mois de
Chiffres ni audités, ni revus	trimestre	trimestre	l'exercice	l'exercice
	2012	2011	2012	2012
Marge brute (note 14c)	2 627	1 937	6 910	5 919
Ch. générales et commerciales	(1 016)	(851)	(3 192)	(3 020)
Ch. de recherche-développement	(1 241)	(1 177)	(3 758)	(3 475)
Autres charges opérationnelles nettes des produits (note 5)	(50)	0	(50)	205
Produits financiers nets (charges financières nettes)	(7)	9	(36)	(29)
Résultat avant impôt	313	(82)	(126)	(400)

(e) Réconciliation des actifs et des passifs

(i) Au 30 septembre 2012

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	10 919	1 907	565	13 391
Actifs courants	1 153	1 226	2 386	4 765
Total actifs	12 072	3 133	2 951	18 156
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	333	131	1 161	1 625
Total passifs	333	131	1 163	1 627

(ii) Au 31 décembre 2011 (après reclassement de certains actifs courants)

En milliers d'euros	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	10 302	1 850	602	12 754
Actifs courants	1 287	465	2 892	4 644
Total actifs	11 589	2 315	3 494	17 398
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	674	72	1 183	1 929
Total passifs	674	72	1 185	1 931

(f) Ventilation des actifs non courants par destination géographique

En milliers d'euros	30 septembre 2012	31 décembre 2011
	Chiffres ni audités, ni revus	
France	8	9
Filiales étrangères :		
- Royaume-Uni	9 884	9 413
- Etats-Unis d'Amérique	3 486	3 321
- Japon	13	11
Total des filiales étrangères	13 383	12 745
Total des actifs non courants	13 391	12 754

NOTE 15 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La direction du Groupe considère que relèvent de cette catégorie, d'une part les transactions entre les différentes sociétés du Groupe (cf. note 16 ci-après), et d'autre part celles intervenant avec les administrateurs et dirigeants du Groupe, comme indiqué ci-après.

(a) Transactions avec les administrateurs du Groupe

Les sommes portées en charges au titre des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration de la Société s'élèvent à 15 au titre du troisième trimestre de chacun des exercices 2011 et 2012 et à 45 au titre des neuf premiers mois de chacun des exercices 2011 et 2012.

(b) Transactions avec les dirigeants opérationnels du Groupe

(i) Salaires et avantages monétaires

Sont visées ci-après les rémunérations de toute nature versées aux administrateurs exécutifs au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois des exercices 2011 et 2012, y compris les bonus et les abondements à divers plans de retraite le cas échéant :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième	Troisième	Neuf premiers mois de	
	trimestre 2012	trimestre 2011	l'exercice 2012	l'exercice 2012
Salaires	82	72	241	210
Avantages monétaires court terme	8	4	111	84
Total	90	76	352	294

(ii) Paiements fondés sur des actions

Les dirigeants du Groupe ont la possibilité de bénéficier des plans basés sur des actions mis en place par le Groupe.

Aucune attribution gratuite d'actions et aucune attribution d'options ne leur ont été faites au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

La quote-part du coût des plans basés sur des actions afférente aux dirigeants du Groupe au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois des exercices 2011 et 2012 est la suivante :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième	Troisième	Neuf premiers mois de	
	trimestre 2012	trimestre 2011	l'exercice 2012	l'exercice 2012
Attributions d'options	13	18	36	54
Attributions gratuites d'actions	4	4	12	9
Total	17	22	48	63

(c) Transactions avec une société liée à un dirigeant du Groupe

Le conseil d'administration de la Société a, lors de sa réunion du 16 décembre 2009, autorisé la conclusion de deux conventions avec la société de droit belge Andlinger & Co. CVBA, dirigée par Monsieur Johan Volckaerts, ayant pour objet :

- d'une part, la mise à disposition de la Société et du Groupe d'une salle de réunion à Bruxelles et de services associés, moyennant le versement d'une somme hors TVA de € 1 500 par trimestre,

- et d'autre part, la réalisation au profit de la Société et du Groupe de prestations de conseils en matière de stratégie et de politique commerciale, moyennant le versement d'une somme hors TVA de € 6 000 par mois, somme portée à € 6 500 par mois à compter du 1^{er} février 2011 selon l'autorisation donnée par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 8 février 2011, et ramenée à € 4 500 par mois à compter du 1^{er} octobre 2011 selon l'autorisation donnée par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 2 novembre 2011.

Les charges portées dans les comptes consolidés à raison de ces deux conventions se montent à respectivement 15 et 21 au titre du troisième trimestre des exercices 2012 et 2011, et à respectivement 45 et 63 au titre des neuf premiers mois des exercices 2012 et 2011.

NOTE 16 : FILIALES

Les états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois des exercices 2011 et 2012 comprennent les comptes des filiales suivantes :

	Pays de domiciliation	% de contrôle 2012	% de contrôle 2011
Global Graphics (UK) Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Limited	Royaume Uni	100	100
Jaws Systems Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Incorporated	Etats-Unis	100	100
Global Graphics Kabushiki Kaisha	Japon	100	100
Global Graphics Software (India) Private Limited	Inde	100	100
Global Graphics EBT Limited	Royaume Uni	100	100

La société Global Graphics Software (India) Private Limited, sans activité depuis la fin du mois d'avril 2010, est actuellement en cours de liquidation, la clôture de ce processus étant attendu prochainement.

Jaws Systems Limited est sans activité depuis le terme de l'exercice 2001.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

NOTE 1 : APPROCHE RETENUE POUR LE CALCUL DES RESULTATS RETRAITES

Le Groupe prépare ses états financiers consolidés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulguées par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptées par l'Union européenne (UE).

Pour autant, la direction du Groupe considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces états financiers consolidés, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance, d'autant plus que la direction du Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision budgétaire.

Pour ce faire, la direction du Groupe présente ces indicateurs de manière conforme aux principes édictés par le Committee of European Securities Regulators (devenue l'European Securities and Markets Authority) dans la recommandation publiée en octobre 2005 sur la communication d'indicateurs spécifiques de la performance par les entreprises (CESR Recommendation on Alternative Performance Measures).

La direction du Groupe ne considère en effet pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels.

Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Par suite, les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

NOTE 2 : JUSTIFICATION DES RETRAITEMENTS PRATIQUES

Les retraitements pratiqués ont pour objectif de permettre de déterminer la performance du Groupe, au niveau du résultat opérationnel et du résultat net, avant effet (avant et après impôt, le cas échéant) des éléments suivants :

(a) Coût des plans basés sur des actions

Les coûts correspondants sont portés en charges dans les états financiers consolidés en application des dispositions d'IFRS 2, Paiements fondés sur des actions, et ce même en l'absence de toute variation du nombre d'actions en circulation de la Société par suite de l'exercice des options de souscription d'actions accordés aux salariés du Groupe, ou avant que l'attribution gratuite d'actions ne devienne définitive.

La direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(b) Activation et amortissement de certains frais de développement

Lorsqu'un projet de développement remplit les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38, Actifs incorporels, les frais correspondants (au cas d'espèce, les charges de personnels ayant contribué au développement de l'actif ainsi reconnu) doivent être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée, puis amortis sur la durée de vie économique estimée du projet considéré.

Compte tenu du degré de subjectivité requis pour déterminer d'une part, si un projet de développement remplit ou non les conditions susvisées pour donner lieu à activation, et d'autre part, quelle est la durée de vie économique du projet, la direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(c) Produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents

En application des dispositions du paragraphe 97 d'IAS 1 (révisée), Présentation des états financiers, les produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents doivent être précisément décrits dans une note annexe, de manière à améliorer la valeur prédictive du compte de résultat.

La direction du Groupe considère que la meilleure manière d'arriver à ce but est, en complément de la présentation isolée au compte de résultat consolidé dans les rubriques Autres charges opérationnelles et Autres produits opérationnels et d'une analyse détaillée des sommes inscrites dans ces rubriques dans une note annexe, de retraiter le résultat du Groupe sur ce point afin de fournir à l'utilisateur des états financiers consolidés une base de comparaison avant prise en compte de ces éléments.

NOTE 3 : RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

(a) Résultat opérationnel retraité

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	l'exercice 2012
Résultat opérationnel en IFRS	320	(91)	(90)	(371)
Retraitements pratiqués :				
- Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(534)	(343)	(1 275)	(919)
- Amortissement des frais de développement susvisés (note 4b)	500	235	1 237	687
- Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	17	38	85	115
- Autres charges opérationnelles, nettes des produits (note 5)	50	0	50	0
Total des retraitements pratiqués	33	(70)	97	(322)
Résultat opérationnel retraité en % du CA de la période	353 12,9%	(161) -7,9%	7 0,1%	(693) -11,1%

(b) Résultat net retraité

Exprimés en milliers d'euros sauf les résultats par action Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	l'exercice 2012
Résultat net en IFRS	688	(118)	241	(268)
Retraitements pratiqués :				
- Effet net de l'activation des frais de développement (note 4b)	(34)	(108)	(38)	(232)
- Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	17	38	85	115
- Autres charges opérationnelles nettes des autres produits (note 5)	50	0	50	(205)
- Désactualisation de la provision pour locaux vacants (note 5b)	0	0	0	26
- Effet d'impôt des retraitements indiqués ci-dessus	(40)	28	(104)	108
Total des retraitements pratiqués	(7)	(42)	(7)	(188)
Résultat net retraité	681	(160)	234	(456)
Résultat net retraité par action	0,07	(0,02)	0,02	(0,05)

Le résultat net retraité par action d'une période donnée est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période considérée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette période qui est utilisé pour la détermination du résultat par action (cf. note 8a ci-avant), soit respectivement 10 124 264 et 10 121 700 actions pour les troisièmes trimestres 2012 et 2011, et respectivement 10 123 875 et 10 121 700 actions pour les neuf premiers mois des exercices 2012 et 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
RAPPORT D'ACTIVITE RESUME DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR LE TROISIEME TRIMESTRE ET LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2012

Suite à la transposition à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 (la directive Transparence), nous vous présentons ci-après le rapport d'activité résumé du conseil d'administration pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2012.

Ce rapport a été arrêté par le conseil d'administration de Global Graphics SA (la Société) lors de sa réunion du 25 octobre 2012.

NOTE 1 : ORGANISATION DU GROUPE GLOBAL GRAPHICS (LE GROUPE)

(a) Périmètre de consolidation au 30 septembre 2012
Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre de consolidation du Groupe au cours du troisième trimestre ou des neuf premiers mois de l'exercice 2012.
La société Global Graphics Software (India) Private Limited, sans activité depuis fin avril 2010, est en cours de liquidation depuis début mai 2010 ; l'achèvement du processus de liquidation de cette société ne dépend plus que du bon vouloir des autorités judiciaires indiennes et est attendu avant le terme de l'exercice en cours.

Merci de vous référer également à la note 16 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 pour de plus amples informations sur le périmètre de consolidation du Groupe.

(b) Variations du périmètre de consolidation intervenues depuis le 1^{er} octobre 2012
A la date du présent rapport, aucune variation n'était intervenue dans le périmètre de consolidation du Groupe depuis le 1^{er} octobre 2012.

NOTE 2 : EXAMEN DES CHIFFRES-CLES DU GROUPE

Le Groupe établit ses comptes consolidés résumés selon les prescriptions d'IAS 34, Information financière intermédiaire, et plus généralement selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulguées par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptées par l'Union européenne (UE).

Les montants indiqués ci-après sont exprimés en milliers d'euros (l'euro étant la devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés), les arrondis se faisant au millier le plus proche, sauf indication contraire.

(a) Troisième trimestre 2012

(i) Chiffre d'affaires consolidé
Le chiffre d'affaires (CA) consolidé s'est élevé à 2 736 au troisième trimestre 2012, contre 2 039 au troisième trimestre 2011, soit une croissance de 34,2% à taux de change courants, d'une période à l'autre.

Le CA consolidé du troisième trimestre 2012 comprend celui afférent à deux importantes commandes annuelles de licences (le CA afférent aux mêmes commandes annuelles de licences avait été enregistré respectivement aux deuxième et quatrième trimestres de l'exercice 2011).

Environ 55,1% du CA consolidé réalisé au troisième trimestre 2012 était libellé en dollars américains (dollars), devise qui s'est sensiblement renforcée par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,252 dollars pour un euro au troisième trimestre 2012 contre 1,402 dollars pour un euro au troisième trimestre 2011, soit une hausse de 12,0% d'une période à l'autre.

A taux de change constants, le CA consolidé réalisé au troisième trimestre 2012 se serait élevé à 2 520, en croissance de 23,6% par rapport au CA consolidé réalisé au troisième trimestre 2011.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Impression (segment Print) s'est élevé à 1 616 au troisième trimestre 2012, en repli de 8,8% à taux de change courants par rapport aux 1 772 réalisés dans ce même segment opérationnel au troisième trimestre 2011.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Documents électroniques (segment eDoc) s'est élevé à 1 120 au troisième trimestre 2012, en hausse de 319,5% à taux de change courants par rapport aux 267 réalisés dans ce même segment au troisième trimestre 2011, en particulier du fait d'une base de comparaison favorable dans la mesure où une partie importante du CA enregistré dans ce segment au troisième trimestre 2012 provient des deux commandes annuelles de licences évoquées précédemment.

(ii) Résultat d'exploitation

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation positif de 320 au troisième trimestre 2012 (équivalent à 11,7% du CA consolidé du trimestre), à comparer au résultat d'exploitation négatif de 91 réalisé au troisième trimestre 2011 (qui était équivalent à 4,5% du CA consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 411 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un CA consolidé en hausse de 697 (cf. note 2a (i) ci-avant),
- un coût des ventes en hausse de 7 à 109 au troisième trimestre 2012 (4,0% du CA consolidé du trimestre), par rapport au troisième trimestre 2011, où le coût des ventes se montait à 102 (5,0% du CA consolidé de ce trimestre), soit une variation défavorable de 7 d'une période à l'autre,
- des charges de distribution et d'administration en hausse de 165 (soit de 19,4%) à 1 016 au troisième trimestre 2012 (37,1% du CA consolidé du trimestre) contre 851 au troisième trimestre 2011 (41,7% du CA consolidé de ce trimestre),
- des charges de recherche & développement en hausse de 64 (soit de 5,4%) à 1 241 au troisième trimestre 2012 (45,4% du CA consolidé du trimestre) contre 1 177 au troisième trimestre 2011 (57,7% du CA consolidé de ce trimestre).

Les charges de recherche & développement comptabilisées au titre du troisième trimestre 2012 comprennent un produit de 34, après prise en compte des amortissements, au titre de l'activation des frais afférents aux différents projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation au troisième trimestre 2012, contre un produit égal à 108 au troisième trimestre 2011, soit une variation défavorable de 74 d'une période à l'autre (merci de vous référer à la note 4b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 pour de plus amples informations sur l'activation des frais de développement et leur amortissement ultérieur),

- le montant de 50 comptabilisé au compte « Autres charges opérationnelles » au titre du troisième trimestre 2012 représente l'estimation du coût qui sera supporté par le Groupe au terme du processus de liquidation de sa filiale indienne (néant au troisième trimestre 2011),

- aucun produit n'est inscrit au compte « Autres produits opérationnels » au titre des troisième trimestres 2012 ou 2011.

(iii) Résultat avant impôt

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt positif de 313 au troisième trimestre 2012 (équivalent à 11,4% du CA consolidé du trimestre), à comparer à un résultat avant impôt négatif de 82 au troisième trimestre 2011 (équivalent à 4,0% du CA consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 395 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- la variation, favorable à hauteur de 411, du résultat d'exploitation, positif de 320 au troisième trimestre 2012, alors qu'il était négatif de 91 au troisième trimestre 2011,
- le repli des produits d'intérêts (nets des charges d'intérêts) à 1 par rapport aux 2 dégagés au troisième trimestre 2011, soit une variation défavorable de 1,
- l'impact, défavorable à hauteur de 15, des écarts de change qui sont passés d'un gain de change de 7 au troisième trimestre 2011 à une perte de change de 8 au troisième trimestre 2012.

(iv) Résultat net

Le Groupe a dégagé un bénéfice net de 688 au troisième trimestre 2012 (soit un bénéfice net égal à € 0,07 par action) après prise en compte d'un produit d'impôt de 375 (composé d'un produit d'impôt sur les bénéfices de 382 et d'une charge d'impôt différé de 7), contre une perte nette de 118 au troisième trimestre 2011 (soit une perte nette égale à € 0,01 par action), après prise en compte d'une charge d'impôt de 36.

Le produit d'impôt sur les bénéfices enregistré au troisième trimestre 2012 a pour origine principale le remboursement à la filiale britannique du Groupe du crédit d'impôt recherche dégagé par cette au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, fait fin septembre 2012 pour 386.

(b) Neuf premiers mois de l'exercice 2012

(i) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires (CA) consolidé s'est élevé à 7 213 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, contre 6 234 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, soit une croissance de 15,7% à taux de change courants, d'une période à l'autre.

Le CA consolidé enregistré au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 comprend celui afférent à une importante commande annuelle de licences qui, en 2011, avait été enregistrée au quatrième trimestre de cet exercice.

Environ 70,1% du CA consolidé réalisé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 était libellé en dollars, devise qui s'est sensiblement renforcée par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,282 dollars pour un euro au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 contre 1,396 dollars pour un euro au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, soit une hausse de 8,9% d'une période à l'autre.

A taux de change constants, le CA consolidé réalisé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 se serait élevé à 6 652, en hausse de 6,7% par rapport au CA consolidé réalisé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Impression (segment Print) s'est élevé à 5 673 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, en hausse de 15,5% à taux de change courants par rapport aux 4 912 réalisés dans ce même segment opérationnel au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Documents électroniques (segment eDoc) s'est élevé à 1 540 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, en hausse de 16,5% à taux de change courants par rapport aux 1 322 réalisés dans ce même segment au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, notamment du fait de la comptabilisation au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 du chiffre d'affaires afférent à une importante commande annuelle de licences qui, en 2011, avait été enregistrée au quatrième trimestre de cet exercice.

(ii) Résultat d'exploitation

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation négatif de 90 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (une perte équivalente à 1,2% du CA consolidé de la période), à comparer au résultat d'exploitation négatif de 371 réalisé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (une perte équivalente à 6,0% du CA consolidé de la période), soit une variation favorable de 281 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un CA consolidé en hausse de 979 (cf. note 2b (i) ci-avant),
- un coût des ventes en repli de 12 à 303 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (4,2% du CA consolidé de la période), par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2011, où le coût des ventes se montait à 315 (5,1% du CA consolidé de la période), soit une variation favorable de 12 d'une période à l'autre,
- des charges de distribution et d'administration en hausse de 172 (soit de 5,7%) à 3 192 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (44,3% du CA consolidé de la période) contre 3 020 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (48,4% du CA consolidé de la période),
- des charges de recherche & développement en hausse de 283 (soit de 8,1%) à 3 758 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (52,1% du CA consolidé de la période) contre 3 475 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (55,7% du CA consolidé de la période).

Les charges de recherche & développement comptabilisées au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 comprennent un produit de 38, après prise en compte des amortissements, au titre de l'activation des frais afférents aux différents projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, contre un produit égal à 232 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, soit une variation défavorable de 194 d'une période à l'autre (merci de vous référer à la note 4b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 pour de plus amples informations sur l'activation des frais de développement et leur amortissement ultérieur),

- le montant de 50 comptabilisé au compte « Autres charges opérationnelles » au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 représente l'estimation du coût qui sera supporté par le Groupe au terme du processus de liquidation de sa filiale indienne (néant au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011),
- aucun produit n'est inscrit au compte « Autres produits opérationnels » au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012, contre un produit de 205 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011, soit une variation défavorable de 205 d'une période à l'autre.

(iii) Résultat avant impôt

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt négatif de 126 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (équivalent à 1,7% du CA consolidé de la période), à comparer à un résultat avant impôt négatif de 400 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (équivalent à 6,4% du CA consolidé de la période), soit une variation favorable de 274 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- la variation, favorable à hauteur de 281, du résultat d'exploitation, négatif de 90 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012, alors qu'il était négatif de 371 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011,
- le repli des produits d'intérêts à 2 par rapport aux 5 dégagés au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, soit une variation défavorable de 3 d'une période à l'autre,
- le repli des charges d'intérêts de 26, qui sont passées de 26 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 à 0 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012,

- l'impact, défavorable à hauteur de 30, des écarts de change qui sont passés d'une perte de change de 8 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 à une perte de change de 38 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

(iv) Résultat net

Le Groupe a dégagé un bénéfice net de 241 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (soit un bénéfice net de € 0,02 par action) après prise en compte d'un produit d'impôt de 367 (composé d'un produit d'impôt sur les bénéfices de 369 et d'une charge d'impôt différé de 2), contre une perte nette de 268 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (soit une perte nette de € 0,03 par action) après prise en compte d'un produit d'impôt de 132.

Le produit d'impôt sur les bénéfices enregistré au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 a pour origine principale le remboursement à la filiale britannique du Groupe du crédit d'impôt recherche dégagé par cette au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, fait fin septembre 2012 pour 386.

Le produit d'impôt sur les bénéfices enregistré au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 a pour origine principale le remboursement à la filiale britannique du Groupe du crédit d'impôt recherche dégagé par cette au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, fait début avril 2011 pour 253.

(v) Flux de trésorerie des neuf premiers mois de l'exercice 2012

les activités opérationnelles du Groupe avaient généré un flux net de trésorerie de 540 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (équivalent à 7,5% du CA consolidé de la période) à comparer à un flux net de trésorerie de 539 au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (équivalent à 8,6% du CA consolidé de la période).

La trésorerie disponible au 1^{er} janvier 2012 (qui s'élevait à 2 315) a permis au Groupe de financer ces besoins opérationnels, et également d'autofinancer les investissements corporels réalisés au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (d'un total de 77), ainsi que ceux résultant de l'activation des frais de développement durant cette même période, pour un total de 1 275, et de conclure la période avec une trésorerie nette se montant à 1 597 (à comparer à une trésorerie nette de 1 394 au 30 septembre 2011).

NOTE 3 : RESULTATS RETRAITES

(a) Résultat opérationnel retraité

Le Groupe a dégagé un résultat opérationnel retraité positif de 7 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (équivalent à 0,1% du CA consolidé de la période), contre un résultat opérationnel retraité négatif de 693 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (qui était équivalent à 11,1% du CA consolidé de cette période), soit une variation favorable de 700 d'une période à l'autre.

(b) Résultat net retraité

Le Groupe a dégagé un bénéfice net retraité égal à 234 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (soit un bénéfice net retraité égal à € 0,02 par action), contre une perte nette retraitée de 456 au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2011 (soit une perte nette retraitée égale à € 0,05 par action).

NOTE 4 : RISQUES SIGNIFICATIFS AUX PLANS OPERATIONNEL ET FINANCIER

(a) Au plan opérationnel

Pour de plus amples informations sur ces facteurs de risques, merci de vous référer à la note 2d du rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2011, qui a été arrêté par le conseil d'administration de la Société, et fait partie du rapport financier annuel du Groupe cet exercice.

(b) Au plan financier

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques au plan financier, notamment de change, de crédit, de liquidité et de taux d'intérêts.

(i) Risque de change

Le Groupe a des activités dans diverses régions du monde et est de ce fait exposé aux risques de fluctuation des parités de changes de plusieurs devises, particulièrement la livre britannique et le dollar américain, qui affectent aussi bien les transactions commerciales futures que les actifs et passifs inscrits à l'état de situation financière consolidée (notamment la trésorerie et les créances clients) ou les investissements nets réalisés dans les filiales étrangères.

- Risque inhérent aux transactions commerciales futures et aux postes de bilan

Pour gérer le risque de change inhérent à certaines transactions commerciales futures, ou aux actifs et passifs inscrits à l'état de situation financière consolidée (qui sont libellés dans une devise qui n'est pas la devise de fonctionnement de l'entité), certaines entités du Groupe ont parfois recours à des contrats ou d'options de change souscrits auprès d'établissements financiers de premier plan, après revue et accord du directeur financier du Groupe.

Aux termes de ces contrats, le Groupe a la possibilité, mais non l'obligation, de convertir à leur date d'échéance, un montant convenu de dollars en euros à un taux de change plafond (strike price), dans l'hypothèse où, durant toute la vie du contrat, le taux de change euro/dollar a toujours été supérieur à un taux de change plancher (trigger rate) convenu. Dans le cas contraire, le Groupe est contraint de convertir la valeur du contrat en dollars au strike price à la date d'échéance du contrat.

Au 30 septembre 2012, un seul contrat de cette nature était en cours : d'une valeur nominale égale à 125 000 dollars, d'un strike price égal à 1,2600 dollars pour un euro et d'un trigger price égal à 1,1460 dollars pour un euro, il viendra à échéance le 20 décembre 2012.

Des gains de change s'élevant respectivement à 3 et à 2 ont été comptabilisés à raison des contrats d'options de change souscrits par le Groupe au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (néant au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2011 en l'absence de tels contrats au cours de ces périodes).

- Risque inhérent aux investissements dans les filiales étrangères

Par ailleurs, le Groupe a réalisé des investissements dans certaines filiales étrangères qui l'exposent à un risque de change.

Le risque de change inhérent à l'investissement réalisé dans les filiales anglaise et américaine est couvert, lorsque cela est utile, au travers de la souscription d'emprunts libellés dans les devises correspondantes.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

(ii) Risque de crédit

Les principaux instruments financiers qui sont susceptibles de faire courir au Groupe un risque de crédit sont les créances clients.

Dans la mesure où il propose et commercialise ses produits et services à une large base de clientèle, qui comprend aussi bien des grands comptes, des distributeurs, que des intégrateurs de systèmes, le Groupe estime que le risque de crédit est limité, même si un nombre relativement restreint de clients a contribué à réaliser une part importante du chiffre d'affaires du Groupe au cours des dernières années, en raison d'une certaine concentration de la demande dans les marchés servis par le Groupe.

Les dix principaux clients ont représenté environ 65,3% du CA consolidé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (contre 58,4% du CA consolidé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011).

Les cinq premiers clients du Groupe ont représenté environ 50,8% du CA consolidé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (contre 42,3% du CA consolidé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011), alors que le premier client a représenté environ 16,4% du CA consolidé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 (contre 14,7% du CA consolidé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011).

(iii) Risque de liquidité

Du fait de la nature dynamique de ses activités, le Groupe cherche à se garantir une grande flexibilité dans le financement de ses activités en disposant de diverses facilités de crédit.

Compte tenu d'une trésorerie consolidée s'élevant à 1 597 au 30 septembre 2012 et d'une absence de dettes financières à cette même date, le Groupe n'a pas jugé utile de chercher à disposer de telles lignes de crédit au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

(iv) Risque de taux d'intérêts

Dans la mesure où le Groupe ne dispose pas d'actifs ou de passifs significatifs qui lui rapportent des produits d'intérêts ou lui coûtent des charges d'intérêts tant au 31 décembre 2011 qu'au 30 septembre 2012, les résultats et les flux de trésorerie dégagés par son activité au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012 n'ont pas été affectés par les variations de taux d'intérêts au cours de cette période.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

(v) Risque lié à une exposition aux dettes souveraines

Le Groupe n'avait aucune exposition aux dettes souveraines au terme et au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, puisqu'il ne détenait aucun actif financier de cette nature durant cette période.

(vi) Risque lié à la crise affectant les pays de la zone euro

L'exposition du Groupe à la crise affectant les pays de la zone euro est limitée dans la mesure où, d'une part, le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe dans les pays de la zone Euro l'est essentiellement avec des clients situés dans des pays non jugés à risques tels l'Allemagne ou les Pays-Bas, et d'autre part une fraction significative des ventes réalisées avec les clients situés dans les pays de la zone Euro est libellée dans d'autres devises que l'euro, comme le montre les tableaux présentés ci-après :

- Ventilation du CA réalisé en Europe

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	Neuf premiers mois de l'exercice 2011
- Allemagne	87	143	310	349
- Pays-Bas	16	12	40	296
- Pays dits PIGS	0	0	1	1
- France	1	1	7	3
Total pour la zone euro	104	156	358	649
En % du CA total de la période	3,8%	7,7%	5,0%	10,4%
Royaume-Uni	28	13	218	77
Autres pays européens	18	24	72	94
CA réalisé en Europe	150	193	648	820

- Devises de facturation du CA réalisé dans la zone euro

Exprimés en % du total des ventes Chiffres ni audités, ni revus	Troisième trimestre 2012	Troisième trimestre 2011	Neuf premiers mois de l'exercice 2012	Neuf premiers mois de l'exercice 2012
Euro	61,5%	74,5%	65,0%	40,1%
- Dollar américain	6,2%	4,5%	7,6%	43,7%
- Livre sterling	32,3%	21,0%	27,4%	16,2%
Devises autres que l'euro	38,5%	25,5%	35,0%	59,9%
CA réalisé dans la zone euro	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

(c) Autres facteurs de risques significatifs

(i) Recours aux estimations comptables et utilisation de prévisions

La préparation des états financiers selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables et à avoir recours à des prévisions.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et le recours à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif de l'état de situation financière consolidée, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision, lesquels comprennent des prévisions de ventes et de flux de trésorerie correspondants, aussi bien pour des solutions logicielles éprouvées telles que le RIP software dont les ventes sont rapportées dans le segment d'activité Print, que des applications récemment lancées pour lesquelles la direction du Groupe prévoit une croissance importante d'une période à une autre dans les années à venir, et qui vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière.

Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs soient très différents de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Merci de vous référer aux notes 4a (ii) et 4c (ii) des états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 pour de plus amples informations sur les estimations comptables importantes et l'utilisation de prévisions de ventes et de trésorerie, ainsi que les risques qui en découlent, la révision des hypothèses retenues à une date donnée pouvant conduire à devoir déprécier la valeur nette comptable des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels (notamment ceux provenant de l'activation de frais de développement) ou encore des actifs d'impôt différé.

(ii) Changements à venir ou interprétations des principes comptables.

Comme indiqué à la note 2a des états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 joints au présent rapport, le Groupe établit ses comptes consolidés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS), révisées le cas échéant, et les interprétations y afférentes, promulguées par l'IASB, tels qu'adoptées par l'Union européenne.

Les modifications apportées à ces règles, ou le retard pris dans l'adoption de nouveaux standards par l'Union européenne, sont susceptibles d'avoir un effet significatif sur les comptes du Groupe, voire d'affecter de manière rétrospective les résultats des exercices ou périodes passés.

Les principes comptables utilisés par le Groupe qui sont susceptibles d'être affectés par des exposés-sondages récemment publiés sont les suivants :

- Impôts sur les résultats

Le 31 mars 2009, l'IASB avait soumis à commentaires un exposé-sondage sur les impôts sur le résultat, qui proposait d'apporter des changements à la manière dont sont comptabilisés ces impôts, dans une optique de convergence avec les règles comptables utilisés aux Etats-Unis.

Au vu des réponses reçues, cette ambition a été revue à la baisse et s'est uniquement traduite par la publication de certaines révisions à la norme existante (IAS 12, Impôts sur le résultat) en décembre 2010.

L'IASB a laissé entendre qu'une révision fondamentale de la manière dont sont comptabilisés les impôts sur les résultats pourrait faire partie des thèmes inscrits à l'ordre du jour de son processus de consultation en 2012.

- Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le 24 juin 2010, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (FASB) avaient soumis à commentaires un exposé-sondage intitulé Revenue from Contracts with Customers : il était alors prévu que soit publiée une nouvelle norme sur la reconnaissance et la comptabilisation du chiffre d'affaires avant la fin du premier semestre 2011 pour remplacer les deux normes en la matière : IAS 11, Contrats de construction et IAS 18, Produits des activités ordinaires, ainsi que les interprétations y afférentes.

Le 15 juin 2011, l'IASB et le FASB ont publié un communiqué indiquant qu'un nouvel exposé-sondage serait soumis à consultation au cours du troisième trimestre 2011, l'objectif affiché étant de publier une nouvelle norme dans le courant de l'année 2012.

Le 14 novembre 2011, l'IASB et le FASB ont soumis à commentaires un second exposé-sondage qui a pour objectifs d'améliorer la manière dont est comptabilisé le chiffre d'affaires (ainsi que certains coûts afférents) et de faire converger les règles IFRS et US GAAP dans ce domaine.

Les deux normalisateurs comptables prévoient désormais qu'une nouvelle norme sur ce sujet sera publiée au premier semestre 2013, avec une date de transition fixée au 1^{er} janvier 2015.

NOTE 5 : PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Merci de bien vouloir vous référer pour de plus amples informations sur ce point à la note 15 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

NOTE 6 : DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

(a) Localisation géographique

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Royaume-Uni	63	63
Etats-Unis d'Amérique	8	8
Japon	3	2
Europe continentale	2	2
Total	76	75

(b) Ventilation par activité

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Recherche & développement	46	48
Vente et support	19	16
Administration et autres	11	11
Total	76	75

En outre, au 30 septembre 2012, le Groupe avait recours aux services de 3 consultants à temps plein, dont 2 développeurs.

NOTE 7 : DROITS DE VOTE ET ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS

(a) Droits de vote au 30 septembre 2012

(i) Nombre théorique de droits de vote

Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote double	6 720
Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote simple	10 283 061
Nombre théorique de droits de vote attachés aux actions ordinaires en circulation au 30 septembre 2012	10 296 501

(ii) Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée

Nombre théorique de droits de vote tel que déterminé ci-dessus	10 296 501
Nombre de droits de vote attaché aux actions auto-détenues	(165 517)
Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée arrêté au 30 septembre 2012	10 130 984

(b) Actionnaires significatifs

(i) Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation

Au 30 septembre 2012, la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation détenait 2 883 001 actions dans le capital de la Société (représentant environ 28,02% du capital), auxquelles étaient attachés 2 883 021 droits de vote, représentant environ 28,00% du nombre total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société à cette même date.

(ii) Autres actionnaires significatifs

Au 30 septembre 2012, le Groupe n'avait pas d'information sur la détention par un actionnaire autre que celui indiqué ci-dessus de plus de 5,0% du capital de la Société, ou de plus de 5,0% du total théorique des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société indiqué note 7a.

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES A GLOBAL GRAPHICS SA

Dans la mesure où Global Graphics n'a qu'un unique employé, et que la totalité du chiffre d'affaires réalisé par Global Graphics SA provient de la refacturation de frais de siège aux entités opérationnelles du Groupe, il n'est pas fourni d'informations sur les résultats sociaux de cette société au titre du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012, dans la mesure où ces informations n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de la présentation des états financiers consolidés résumés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER RESUME
POUR LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2012

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés qui sont inclus dans le rapport financier du Groupe pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012 sont établis en conformité avec IAS 34, Information financière intermédiaire, et plus généralement, avec les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe Global Graphics au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

J'atteste également que le rapport d'activité intermédiaire, qui est présenté ci-avant, présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, et fait notamment mention des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice 2012 et de leur incidence sur les comptes consolidés résumés établis au titre de cette période, des principaux risques et incertitudes affectant les trois mois restants de l'exercice en cours, ainsi que des principales transactions entre parties liées intervenues au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012.

Fait à Cambourne (Royaume-Uni), le 25 octobre 2012,

Gary Fry
Directeur général